

"C'est une grande folle que de vouloir être sage tout seul".
—LaRocheFoucauld.

LE CANADIEN D'OTTAWA

"Ne dites jamais du mal de vous; vos amis en diront toujours assez."
—Talleyrand.

OTTAWA, VENDREDI, 10 AVRIL 1925

Des élections au mois d'octobre

Il n'est pas improbable que le gouvernement ait résolu, comme le prétendent certains journaux, de faire des élections générales dès le 7 octobre prochain. On aurait d'ailleurs donné à Ottawa le mot d'ordre aux organisations libérales des diverses provinces de se tenir prêtes à engager la lutte électorale pour cette date.

M. King ne peut guère tenter l'aventure d'une autre session parce que le groupe progressiste sur lequel il s'appuie pour se maintenir au pouvoir est maintenant divisé et peu disposé à continuer d'être le soutien d'un gouvernement qui est à bout de concessions. Bien sûr le premier ministre aurait tort d'hésiter à faire le plongeon qu'il se disposait à faire à la fin de la dernière session alors qu'il annonçait avec grande éloquence son fameux projet de réforme du sénat. Comme l'électorat n'a pas semblé reconnaître l'importance primordiale de cette réforme M. King a cru plus prudent de chercher un autre paravent.

Et il l'a trouvé. Le projet Petersen sera aux prochaines élections le cri du gouvernement afin de faire oublier aux électeurs que l'administration actuelle a entraîné le pays à la faillite financière et que les contribuables sont menacés d'une augmentation des taxes dès l'an prochain. Ce projet Petersen est non seulement une manœuvre électorale de mauvais aloi mais il est encore un véritable scandale. L'hon. Rodolphe Monty le dénonçait ces jours derniers à Montréal dans les termes suivants:

"Le gouvernement a passé un contrat de 10 ans avec la compagnie de transport maritime de sir William Petersen, et grâce à un subside annuel de plus d'un million de dollars, il voudrait assurer un nouveau service anglo-canadien qui sera véritablement indépendant de la "combine" des autres compagnies maritimes. L'objet de ce contrat est d'amener les armateurs à réduire les taux pour le transport du bétail et de certains produits périssables. Sur les 10 navires de la ligne Petersen, les taux seront fixés par le gouvernement. Le gouvernement, d'accord avec certains exportateurs, déclare que les compagnies maritimes qui relient les ports canadiens aux ports européens, ont stipulé entre elles des engagements semi-publics et secrets qui leur permettent de charger aux exportateurs des taux excessivement élevés. L'octroi promis n'est qu'un octroi détourné aux exportateurs de bestiaux canadiens. On leur assurera temporairement des taux assez bas pour leur donner satisfaction, mais le déficit que la compagnie pourrait encourir avec ces taux sera comblé par un subside qui est une taxe de toutes les classes au profit d'une seule. Et la majorité des exportateurs de bestiaux résident dans l'Ouest, c'est encore une prime donnée à cette partie de l'électorat au détriment du reste des électeurs. Pourquoi ne pas poursuivre les compagnies de transport maritimes pour violation des lois sur le commerce et ne pas combattre ces taux en nolisant la marine marchande du Canada à cet effet?"

L'opinion progressiste

Le "Grain Growers' Guide", l'organe officiel du parti progressiste ne se laisse pas duper par le surplus apparent dont se réclame M. Robb en présentant son budget cette année. Le ministre des Finances obtient ce surplus par un simple subterfuge puisqu'il ne fait pas entrer en ligne de compte les avancés faits au Canadien-National. "Le contribuable sait fort bien que lon ne paiera pas ces avancés avec l'air du temps", dit le Grain Growers' Guide. "Le trésor national est drainé par ces avancés et c'est tromper le public de ne pas en tenir compte quand on fait le bilan du Trésor."

Il est évident que le gouvernement doit recourir à cette petite méthode de tenue de livre pour pouvoir prétendre à un surplus qui n'existe pas en réalité.

Toute la situation se résume ainsi: M. Robb accuse un surplus d'environ 2 millions mais il ne tient pas compte d'une dette de \$118,000,000.

La question se pose: le surplus est-il réel? M. Robb veut-il tromper les électeurs?

Le Grain Growers' Guide n'est pas de ceux qui croient M. Robb.

Le problème scolaire

La réponse de M. Ferguson à la résolution Bélanger sur la question scolaire en Ontario n'est certainement pas équivoque puisqu'elle ne fait pas douter des intentions du gouvernement. Suivant l'expression de M. le Dr James Hughes, un partisan du bilinguisme en Ontario, le gouvernement "a fait un pas important dans la bonne direction et la justice triomphera."

En résumé voici ce qui ressort de l'important débat que cette question a soulevé ces jours derniers à la législature de Toronto.

Au nom du gouvernement de la province M. Ferguson reconnaît que les petits canadiens-français ont le droit d'apprendre le français dans les écoles de la province; que l'enseignement donne de meilleurs résultats quand il est donné dans la langue maternelle de l'élève; qu'il est temps de ramener à l'unité les deux nationalités de la province et enfin que le gouvernement suggérera une solution qui sera satisfaisante.

M. Ferguson veut d'abord s'assurer si le règlement 17 donne satisfaction. "Je ne suis pas lié à ce règlement", dit-il, "et si je constate qu'il ne donne pas de bons résultats je n'hésiterai pas à le modifier."

Nous tenons donc la promesse d'une solution. M. Ferguson pour prouver son désir sincère de rendre justice aux Canadiens-français s'est rendu à la demande de M. A. Bélanger qui a invité le gouvernement à consulter les Canadiens-français quand il étudiera la solution qu'il doit proposer.

Mais on aurait tort de ne par tenir compte que M. Ferguson a rendu un très grand service à l'enseignement bilingue en permettant d'abord que la résolution Bélanger soit longuement débattue et en y répondant avec les réserves prudentes qu'il a faites.

Il est certain qu'il y a dans la province un élément extrême-irréductiblement opposé au français. M. Ferguson a eu raison de cet élément et la déclaration du chef orangiste M. H. Hocken qui se dit prêt à approuver les changements que l'on fera au règlement 17.

Nous avons gagné la sympathie de la législature et nous pouvons dès maintenant escompter une solution prochaine de la difficulté.

Le temps n'est plus où il suffira à un candidat de se ceindre le ventre d'un ceinturon rouge et de crier à plein poumon que voter pour lui, c'est voter pour Laurier, pour se faire élire. L'électorat berné, trompé, acouré de la farce qu'on lui a jouée demande des actes. On lui a fait des promesses qu'on n'a pas remplies. Il se rend compte actuellement que la seule politique véritablement nationale est la politique de protection de l'hon. Meighen. Les tournées qu'il a faites l'an dernier dans la province de Québec en compagnie de l'honorable Rod. Monty ont remporté de bons résultats. Elles ont dissipés bien des préjugés en éclairant le public sur la situation exacte du pays et en détruisant certaines légendes idiotes entretenues par les adversaires.

(La Minerve)

EN MARGE DE L'ACTUALITE

C'est souvent quand on l'a perdue la veille que l'on a mal à la tête le matin.

Une anglaise qui a fait la chasse aux corilles pendant plusieurs années vient de se marier. Elle croit évidemment que l'homme est supérieure au singe.

Une mésaventure

Au commencement de l'été de 1829, Québec eut la visite de l'ambassadeur d'Angleterre aux Etats-Unis. Son Excellence, peu après son arrivée, ayant manqué trop copieusement du saumon frais et des patates nouvelles, fut prise d'une indigestion assez sérieuse. Le docteur Henry, chirurgien de la garnison, mandé en toute hâte, prescrivit la diète absolue.

Sir C. et lady Ogilvie, de Halifax, étaient en ce moment à Québec et ils étaient, de même que le diplomate anglais, les hôtes de sir James Kempt au château Saint-Louis.

Un grand dîner était commandé pour le soir du même jour en l'honneur de ces hôtes distingués. Il était trop tard pour le contremaître. L'ambassadeur fut donc forcé de garder la chambre.

On était au dessert. Tous les convives étaient en ce moment la plus grande attention à sir James Kempt qui racontait un épisode de sa vie militaire, lorsque tout à coup un individu, coiffé d'un bonnet de nuit, d'une main tenant une chandelle et de l'autre retenant son pantalon, se précipita dans la salle à manger.

La surprise fut d'abord très grande, mais lorsqu'on reconnut le personnage un immense éclat de rire s'éleva dans toute la salle. C'était notre diplomate qui encore peu au fait des étres du château s'était égaré dans ses péraminations nocturnes. On peut s'imaginer qu'il ne fut pas lent à sortir.

Légendes Mythologiques

Le caricaturiste Henriot, dans "l'Illustration", brode cette fantaisie mythologico-moderne.

Jupiter prit Castor et Pollux dans ses bras, et comme le roi des dieux avait lu le matin, des journaux pessimistes:

"Ah! mes petits, s'écria-t-il, votre avenir n'est pas gai! Notre jeunesse fut heureuse... que sera votre vie?... On annonce d'épouvantables révolutions, des guerres sans fin, causées par votre sœur Hélène... Votre autre sœur, Clytemnestre, jettera le désarroi dans les familles... Le respect des Dieux n'existe déjà plus... Les humains sont surchargés de dettes et d'impôts... Le prix des combustibles a aujourd'hui quintuplé! Que payerez-vous dans vingt ans un rôt de porc?... Les loyers sont si élevés que nous ne trouverons plus de locataires à tout faire... J'ai consulté les oracles, ils montrent un horizon plus noir que l'Érèbe..."

A ces mots, Pollux s'écria: —Papa, j'aime mieux rentrer dans mon œuf..."

—Non... dit Castor, les oracles auront mal dit hier soir... La vie est belle, nous avons la jeunesse, la force et la santé... Le miel du mont Hyemette sera toujours doux à nos lèvres, car on n'a pas encore détruit les abeilles: demandez au vieux Atlas! Et ce qui arrive est toujours ce qu'on n'a pas prévu... Nous vaincrons les difficultés comme nos aînés ont vaincu les leurs!

Et Castor prenant le bras de Pollux, réconforté tous deux, allèrent à la chasse aux papillons sur les pentes du mont Olympe.

Fontange

La fontange était un simple noeud de ruban que les femmes portaient autrefois dans leur coiffure. Cette mode date du 17e siècle et son nom lui vient de la jolie duchesse de Fontange, une des maîtresses de Louis XIV. Bussy Rabutin dans sa correspondance raconte l'origine des fontanges. "Le soir comme on se retirait, il s'éleva un petit vent qui obligea Mademoiselle de Fontange à quitter sa capeline; elle fit attacher sa coiffure par un ruban dont les noeuds tombaient sur le front, et cet ornement de tête plut si fort au roi qu'il la pria de ne se coiffer point autrement de tout ce soir. Le lendemain toutes les dames de la cour parurent coiffées de la même manière. Voilà l'origine de ces grandes coiffures qu'on porte encore et qui de la cour de France, ont passé dans presque toutes les cours de l'Europe."

D'un autre côté, Mde de Sévigné en parle aussi dans ses lettres. "Vous croyez que le roi veut encore le siège de Namur: point du tout; c'est une chose qui a donné plus de peine à Sa Majesté que ses dernières conquêtes: c'est la défaite des "Fontanges" à plate couture. On fait usage de ses cheveux comme on faisait il y a dix ans."

D'ailleurs, cette mode a persisté jusqu'à nos jours en subsistant, il est vrai, certaines transformations et l'on rencontre encore des grandes mères coiffées de fontanges.

LA PRESSE DE TOUT LE PAYS EST DESAPPOINTEE PAR LE BUDGET

M. Robb ne soulève pas d'enthousiasme par son exposé budgétaire. Les journaux libéraux s'emploient à prouver que le surplus de cette année n'est pas fictif. Le budget est condamné par la plupart des journaux.

REGIME D'EXTRAVAGANCES

La presse du pays n'a pas accueilli avec grand enthousiasme le discours du budget de M. Robb. Les journaux libéraux s'emploient à faire croire que le surplus de cette année n'est pas fictif tandis que le reste de la presse signale la gravité de la situation financière où nous nous trouvons. La plupart condamnent sans réserve la politique financière de M. King. "Il serait temps que le premier ministre pratique l'économie tout en parlant de longtempis", dit le "Border Cities Star".

Le Drot d'Ottawa résume très bien la situation en disant que la majorité des journaux: "les impôts ne diminuent pas et ils pèsent sur les épaules des contribuables tant que la dette ne sera pas entièrement amortie."

En somme "la montagne du travail a accouché d'une souris", conclut le Mail and Empire qui dit que M. Robb a fait un bien long discours pour présenter un bien petit budget. La Gazette conclut: "Il y a plus de ciment que de farine dans le pain que le ministre a servi à la population du pays."

En général on se dit déçu de la situation obtenue et l'on commence à se demander où nous conduiront les extravagances de M. King.

LA PRESSE DE TORONTO

"Le gouvernement fait preuve de bon jugement en constituant une commission consultative sur le tarif", dit le Star de Toronto qui fait remarquer que les intérêts des consommateurs ont peut-être été trop ignorés quand il s'est agi de tarif par le passé. Les manufacturiers ont presque toujours été les conseillers les plus épressés du gouvernement sur cette question.

"La montagne du travail a accouché d'une souris", commente le Mail and Empire qui ajoute: "M. Robb a fait un grand discours pour présenter un petit budget."

Et le journal poursuit: "Le ministre n'a rien annoncé en faveur des contribuables et a gardé le silence sur l'exode des nôtres aux Etats-Unis depuis que le parti libéral est au pouvoir. Il annonce un surplus qu'il doit conserver au frais pour qu'il ne fonde à la chaleur du débat."

"C'est comme si vous donniez un livre de recettes à un homme qui meurt de faim", dit le Telegram de Toronto en parlant du budget.

LA GAZETTE

La Gazette de Montréal critique verbalement le discours de M. Robb. "Il y a plus de ciment que de farine dans le pain que le ministre des Finances a servi à la population du Canada." "Le budget ne répond pas aux désirs du peuple qui ne peut guère escompter recevoir beaucoup du gouvernement actuel. Nos industries continueront à subir la concurrence des industries étrangères." Parlant de la commission consultative sur le tarif le journal ajoute: "Cette commission permettra au gouvernement de se décharger de la responsabilité et lui fournira une excuse pour se justifier de ne pas aborder résolument le problème tarifaire."

LA FRANCHISE DU DROIT

"Quoi qu'il en soit, un fait reste bien clair pour tout le monde: c'est que la dette publique approche encore des deux milliards et demi, que les impôts ne diminuent pas et qu'ils pèsent sur les épaules des contribuables tant que la dette ne sera pas entièrement amortie," écrit M. Charles Gauthier du "Droit" qui adopte une attitude très franche au sujet du budget.

Tristesse

Douce Tristesse! Tu n'es pas La désespérance à la mode Qui papillonne et fait fracas Et de dandysme s'accommode...
O bonne Tristesse! Héritage Des vieilles heures où l'on a Souffert, et douloureux présage Des heures où l'on souffrira:
Oh! plus mélancolique reste Du passé, du très doux passé Où plus d'un vieux soupir attesté Que l'on fut tant de fois blessé,
Et plus mélancolique attende Du proche avenir que l'on sent Plein les larmes d'agonisant, Et qui pourtant, hélas! nous tente,
Tristesse tu fais souvenir Des aimés qui, dans l'ombre blême S'en sont allés, et mieux chérir Les aimés qu'on perdra de même.
Jacques MADELEINE.

COMMENTAIRES DE LA PRESSE

LA PROHIBITION

Nous sommes convaincus que le gouvernement prouvera à la majorité qu'en modifiant la loi de prohibition il sert les vrais intérêts de la tempérance. Le procureur provincial fera une guerre sans merci aux bootleggers qui constituent aujourd'hui une menace constante à la sécurité des citoyens. Il faut sévir contre eux avec rigueur. La loi de prohibition doit être observée. (Mail and Empire)

UNE REVENDICATION

M. J.-A. Doucet, député conservateur de Kent, a revendiqué les droits des français en Chambre, au cours d'un discours sur le budget. Partant du fait que le pacte fédératif reconnaît les deux langues comme officielles, le député acadien demande la publication intégrale, en langue française, de tous les documents officiels. C'est ainsi, dit-il, que 30 p. c. des Livres bleus seulement sont traduits en français, alors qu'ils devraient l'être tous. Le Bulletin des Renseignements commerciaux n'a actuellement que 16 pages et paraît toujours quelques temps après l'édition anglaise, qui, elle, contient 24 pages. Il n'y a aucune raison pour ce retard et cette différence de traitement dans la publication officielle d'un document de ministère. (Le Droit)

NOS DEFENSEURS

"Les députés libéraux n'ont rien à perdre en faisant connaître au gouvernement, telle qu'elle est la situation du bilinguisme et de la représentation française dans les services fédéraux, et en exigeant qu'elle devienne plus équitable. Ils ont peut-être blessé la susceptibilité de tel ou tel ministre, de tel ou tel fonctionnaire supérieur. Ces ministres et ces fonctionnaires ne blessent-ils pas constamment les sentiments les plus chers d'un tiers de la population canadienne? Qu'ils ne se préoccupent pas de ces prétextes qu'ils ont de ne pas agir; ils sont tous plus ou moins faux. Qu'ils parlent haut et franc: qu'ils ne craignent pas de réclamer les droits de la langue française et des Canadiens-français. C'est leur devoir; c'est leur principale raison d'être. Si nous n'osons pas nous défendre, nous ne sommes plus qu'un groupe de députés de langue française dans le parti au pouvoir, moins nos droits ont de chances d'être respectés." (Le Droit)

CE N'EST PLUS DROLE DU TOUT

Nous sommes ouvertement et carrément contre la préférence britannique. Evidemment, il n'est pas de faire ces choses au risque de se faire traiter de Tory par les bourgeois qui prédisent à la haute et savante rédaction de la feuille astrologique de la Côte de la Montagne, mais il y a une belle lurette que nous considérons comme un honneur d'être traité de Tory par ces voraces nourrissons de la Krèche.

Nous sommes prêts à donner crédit à M. Meighen de sa promesse de la révoquer comme nous nous réservons le droit de lui rappeler son engagement, le cas échéant. D'ici là, nous ne lâcherons pas les ignobles exploités de la conscription tant qu'ils ne profiteront de l'appui patient de la province de Québec que pour sacrifier nos intérêts aux exigences des progressistes de l'ouest.

Qu'on abandonne à M. Forke deux ou trois pallassons afin qu'il puisse essayer ses larges pieds, nous n'y voyons pas trop de mal, mais que la province de Québec lui en fournisse, à elle seule, soixante-cinq, cela n'est plus drôle du tout.

LE VERBIAGE DE M. KING

Mardi, le 17 mars, M. King a fait un long discours, à Ottawa sur le projet de contrat Petersen, pour la régularisation des tarifs de transport sur l'Atlantique. Quand va-t-il finir, disait à M. Balfour un député aux Communes Anglaises ayant à écouter un long discours atterrément ennuyeux?

Il y a longtemps qu'il a fini répondit M. Balfour, mais il ne sait pas comment s'arrêter.

M. King a tout mis dehors, déclarations exhortations et citation". A 150 mots par minute, chiffre modéré, cela veut dire 36,000 mots soit 36 colonnes ou 4 1-2 pages de journal.

Songez-y bien, quatre heures, et près de 5 colonnes de journal, pour exposer et définir un contrat qu'une intelligence des plus moyennes pourrait analyser en 15 minutes et traiter à fond en moins d'une heure.

Sa logique n'a pas non plus été bien forte, ainsi, il a prétendu que l'association des transports étrangers nous exportateurs mais il fut réduit "à quia" par une remarque sur l'augmentation de cette branche de notre commerce.

Puis loin, parlant des prix élevés des tarifs océaniques, il n'a pu expliquer pourquoi notre marine canadienne qui jouit de ces hauts tarifs, boucle ses opérations par un fort déficit.

Ce n'est pas une mince extravagance. (L'Homme Libre)

GRANDE Assemblée Politique

A L'HOTEL-DE-VILLE HULL
Dimanche, le 19 Avril
A 2.30 HEURES, P.M.

Sous les auspices du CLUB CARTIER-MacDONALD

Orateurs: Hon. M. Monty, Hon. A. Fauteux, mand Lavergne, John Sullivan et autres.
VENEZ EN FOULE

La galerie est réservée aux dames.

Une Intéressante Publication Gratuite sur Demande

LES détenteurs d'obligations municipales et gouvernementales françaises, allemandes et autres valeurs étrangères trouveront quelque chose d'intéressant dans la livraison de février de "LE BULLETIN DE CHANGE ETRANGER" que cette firme publie chaque mois. Il vient de sortir de l'imprimerie et contient toutes les cotes des obligations belges, françaises, italiennes, autrichiennes, suisses, russes et polonaises. Une revue des développements économiques et politiques à l'étranger est une autre caractéristique importante. Notre Service des Statistiques a entrepris un examen méticuleux d'une obligation qui offre des occasions uniques de faire beaucoup d'argent. Des détails complets seront donnés dans la livraison de février. Nous sommes heureux d'insérer votre nom sur notre liste de ceux à qui nous enverrons ce bulletin par la poste. Il ne vous engage à rien et peut facilement vous ouvrir les portes de la prospérité future.

M. GUSTAVE BRAULT
Gérant du Département Français.
Le maison de placement de
C. M. CORDASCO & COMPAGNIE
Spécialise Exclusivement en Obligations
Etrangères, Municipales et Gouvernementales
Edifice Marcell Trust, 290 rue St-Jacques
MONTREAL

Vin Sapin Fortin

Cher Monsieur,
Je suis heureux de recommander le Vin Sapin Fortin à toutes personnes atteintes de consommation: Mon fils ayant en pleurésie, toussait toujours et mégrissait à vue d'œil, lui seul fait recevoir les derniers sacrements, on désespérait de le sauver. On apprît qu'il se vendait un bon remède le Vin Sapin; m'en procurai et après en avoir bu une bouteille on s'aperçut d'un grand changement. Après la troisième bouteille il fut complètement guéri.

Veuillez me croire,
Bien à vous,
LOUIS RHEAUME,
Ste-Hénédiène, Co. Dorchester

Fabriqué par Chs. Fortin, Robertsonville

ABONNEZ-VOUS AU "CANADIEN".

Vente de Déménagement de TAPISSERIES



Notre assortiment complet de jolies tapisseries comprenant les derniers dessins en Tapisseries, Cretomes, Chintz, etc., à des prix réduits pour s'en débarrasser.

Peter Stewart Limited
TELEPHONE QUEEN 128. 394 RUE BANK
Succursale: 789 Somerset. Tél. S. 3470

LE CANADIEN LIMITED
Éditeurs-Propriétaires
120 RUE DALHOUSIE
OTTAWA,
TEL. R. 6366
—No 21.
L. King
SITUATION
TRES PEU
LE GO
encore indique comment
sortir de l'impasse où il se
prolonge et M. King re
des élections cette année.
gouvernement refuse de faire
que l'électorat lui e
électorale: le bloc de Qué
M. King veut éviter une e
ON FAIT DEJA DE
La situation politique actuelle
qui traverse une
prévoir l'issue. Quand M.
arrière dernier il se proposait
Anjou d'hui rien n'indique
de juin. Si l'on tient comp
ent dire que la session se pr
que le travail ne progresse
le voudrait et que, d'autre
ment incertaine que le ministè
cette session. Un appel
cabinet et le cabinet songera
de cette année. Mais la d
bloc solide de Québec" est
sûre. Les députés de Québ
mal choisis et n'hésitent pa
serait en danger s'il risquai
autre session.
Pour cette raison il ne serait p
à autre prétexte quelconque
devant le peuple.
Le gouvernement est évidem
populaire contre le régime
deux ans dans toutes les p
Le parti libéral qui depuis
sur la province de Québec de
d'une année. Pour se
soin de garder le "bloc solide"
Québec (dont nous reparleron
maintenir le gouvernement
actuel. Par suite de la déter
niers le cabinet doit se replie
qui commence à sentir tout
Il est manifeste que si le blo
élections M. King n'a p
à en grande majorité prog
majorité conservatrice. U
thimes le parti libéral perd
peut dire que si le gouverne
positions dans Québec il ser
g traint le plus. Et s'il hé
élections c'est qu'il voit Qué

LE COMPROMIS
Le compromis avec le parti pro
giste est un échec: il n'aura
qu'à maintenir le gouverne
ment au pouvoir et pas davanta
prochaines élections les trois
parti concentrera ses efforts
maintenir ses positions dans
est. Les conservateurs feront
dans importants dans la Co
Anglaise et batront les li
dans les villes de provinces
Prairies. De sorte que dans
est, en dépit du compromis et
tournées électorales de M.
et de M. Lapointe, le gouver
ne peut faire aucun gain.
En Ontario le parti conservateu
prendra tout le terrain perdu au
sieurs élections et des 18 dé
des libéraux ontariens c'est à
ne à une dizaine pourcent être

QUEBEC
Personne aujourd'hui ne peut
éviter le "bloc solide" de l'ébran
L'hon. M. Béland comme